



**Jurgita MACIULYTE**

Université de Vilnius

jurgitamaciulyte@hotmail.com

Séminaire « Face à l'héritage environnemental du communisme »

2 février 2004

**Les héritages matériels et mentaux en Lituanie post-communiste : des effets contrastés  
en ville et à la campagne**

(Merci de ne pas citer sans l'autorisation de l'auteur)

Les effets des héritages soviétiques sur l'environnement et leur origine ne sont pas les mêmes dans les milieux urbains et ruraux. La plus grande pollution tant au niveau de l'air que de l'eau provient des villes. La cause en est l'industrie et l'archaïsme des équipements d'épuration hérités de l'époque soviétique ou la totale absence de réseaux d'assainissement. Depuis dix ans de transition socio-économique, l'évolution des problèmes environnementaux se fait à deux vitesses : l'amélioration de la situation en ville d'une part et l'accumulation des problèmes à la campagne d'autre part.

Depuis 1990, les villes lituaniennes (surtout les plus grandes) connaissent un développement économique qui entraîne plus de rentrées d'argent pour municipalités. Cette aubaine financière est alors utilisée en partie pour l'amélioration des équipements destinés à la protection de l'environnement. En même temps, la restructuration de l'industrie et l'utilisation des nouvelles technologies moins polluantes et respectant l'environnement s'effectuent en milieu urbain. Par exemple, en 2002, plus de 150 entreprises lituaniennes ont participé à divers projets environnementaux. Les villes, comme emblème de réussite de la transition, constituent le champ d'action privilégié des réformes menées par le gouvernement et, de ce fait, elles profitent davantage des subventions provenant d'État aussi bien que des fonds structurels européens.

À côté de cette situation urbaine, à la campagne des problèmes d'environnement hérités de l'époque soviétique sont accentués par le processus de transition et sont négligés par l'ensemble des autorités politiques. Pendant longtemps, le développement de la

campagne, selon le modèle soviétique, a été guidé par des impératifs économiques qui ne se souciaient pas des problèmes d'environnement provoqués par la mécanisation et la motorisation de l'agriculture. Depuis 1990, le gouvernement se focalise sur les effets économiques et sociaux liés à la décollectivisation et ce, au détriment de la prise en compte de la gravité des problèmes d'environnement et la dégradation du cadre de vie des ruraux, et en dépit du fait que la population rurale représente encore un tiers de la population totale du pays. L'analyse des différentes sources d'information sur l'environnement démontre le manque de conscience des divers acteurs sociaux vis-à-vis du développement durable de la campagne. Par exemple, dans les rapports nationaux sur le développement durable (« De Rio de Janeiro à Johannesburg ») les problèmes de développement durable dans l'espace rural ne sont même pas mentionnés. Seuls, quelques documents rédigés par des responsables du ministère de l'Agriculture et, surtout, l'expérience acquise sur le terrain nous permettent d'évaluer l'impact des héritages soviétiques et l'évolution de la situation depuis dix ans en milieu rural.

L'analyse des héritages soviétiques sur l'environnement doit être replacée dans le nouveau contexte socio-économique introduit par la chute du système soviétique. Il s'agit de comprendre comment ces héritages ont évolué et quels enjeux économiques et sociaux ils présentent. Quels sont les nouveaux mécanismes qui déterminent la nouvelle politique d'environnement et comment les héritages s'imbriquent avec les nouveaux objectifs environnementaux ? Dans un premier temps, on essaiera d'identifier les héritages soviétiques qui influencent la situation actuelle de l'environnement. Les problèmes d'environnement des villes et des campagnes seront examinés séparément pour les raisons évoquées ci-dessus. Dans un second temps, on examinera le changement institutionnel intervenu après 1990 et les enjeux socio-économiques autour des questions d'environnement. Enfin, on tentera d'évaluer l'impact présent et futur de l'adhésion de Lituanie à l'UE en matière d'environnement.

## **1. Les héritages soviétiques et l'environnement en milieu urbain**

Sous l'occupation soviétique, les autorités ont imposé une industrialisation dans un pays encore essentiellement agricole. Dès cette époque plusieurs usines, peu respectueuses de l'environnement, ont été construites dans le pays. Cette industrialisation s'est alors accompagnée de l'immigration d'une population russe qui devait compenser l'insuffisance des spécialistes locaux et renforcer la russification du pays. Ce choix politico-économique a créé dans le pays des poches de pollution autour des grandes villes historiques ou des villes

construites à partir d'entreprises industrielles gigantesques (telles Naujoji Akmenė, Elektrenai, Visaginas). Le tissu industriel hérité de l'époque soviétique demeure la principale source de pollution de l'air provenant de sources fixes. Une poignée de grandes entreprises génère presque la moitié de cette pollution : ainsi, la raffinerie de pétrole de Mazeikiai, avec la centrale électrique de la ville, est à l'origine d'un quart de la pollution de l'air ; la centrale électrique d'Elektrenai (10 % de la pollution) ; la cimenterie de Naujoji Akmenė (environ 3 %) ; l'usine d'engrais d'azotés « Achema » à Jonava - environ 5 % et l'usine des engrais phosphatés « Lifosa » à Kedainiai. Si, pendant les dix dernières années, la pollution atmosphérique a diminué sous l'effet de la diminution de la production, elle reste assez importante dans les anciens centres industriels mentionnés ci-dessus ainsi que dans les grandes villes telles que Vilnius, Kaunas, Klaipėda, Šiauliai. Le transport est à l'origine d'environ 70 % de la pollution de l'air. Diverses mesures ont été adoptées pour améliorer la qualité des carburants mais l'âge des voitures (seulement 2 % des voitures ont moins de cinq ans) et l'augmentation progressive de leur nombre (en 1991, on comptait 128 voitures pour 1000 habitants, en 2000, ce chiffre s'élevait à 297) sont responsables de la pollution atmosphérique dans les villes. Les technologies obsolètes qui utilisent beaucoup d'énergie contribuent ainsi à la pollution de l'air et à l'agrandissement du trou de la couche d'ozone : selon l'agence internationale de l'énergie, en Lituanie l'émission de CO<sub>2</sub> pour produire une unité de PIB était de 1,5 à 2 fois plus élevée qu'en l'UE. L'ancien système de chauffage central fait perdre beaucoup d'énergie et demande des investissements importants. La privatisation des appartements pose aujourd'hui des problèmes de gestion et d'entretien du système central de chauffage dont le fonctionnement était conçu dans le cadre de la propriété commune.

Au lendemain de l'indépendance, la Lituanie a hérité un système obsolète d'utilisation et de gestion de l'eau. En 1990, seulement 22 % de l'eau rejetée dans l'environnement a subi un traitement et 27 % n'en ont subi aucun. Malgré les efforts réalisés dans ce domaine dont nous analyserons plus tard les effets, la situation aujourd'hui reste préoccupante : seulement dix pour cent des rivières lituaniennes sont considérées comme propres contre, à titre d'exemple, 44% en France en 1998. Il n'y a pas d'amélioration sensible de la qualité de l'eau dans le principal fleuve Nemunas qui transporte une grande quantité de polluants dans la baie de Kursiu et dans la mer Baltique. La plupart des plages du pays ont dû être fermées de manière temporaire pour contamination bactérienne. La dangereuse pollution de la baie de Kursiu et de la mer Baltique menace l'ensemble de l'écosystème du bassin versant.

La gestion et le recyclage des déchets demeurent un des problèmes majeurs pris en compte assez tardivement par les autorités publiques : jusqu'en 1998 il n'avait pas de base juridique réglementant la gestion des déchets et jusqu'à présent cette base juridique reste incomplète. La gestion des déchets se heurte à l'insuffisance des moyens financiers et à problèmes de compétence au niveau des autorités locales. Le manque de sens civique et écologique chez les habitants des villes ainsi qu'une insuffisance de l'infrastructure freinent la mise en place du tri sélectif des ordures et de ce fait, les usines de recyclage sont obligées d'importer la majorité de leur matière première. L'essentiel des ordures (80%) est accumulé dans les décharges municipales ou conservé dans des décharges spéciales (par exemple, les déchets minéraux) en attendant les aménagements nécessaires. Par ailleurs, la Lituanie a hérité une décharge de déchets radioactifs construite en 1963 et exploitée jusqu'en 1989. Les récentes analyses ont montré que cette décharge nucléaire n'est pas assez étanche et pose des problèmes de sécurité.

## **2. Le sous-développement de la campagne soviétique**

L'occupation soviétique, puis la collectivisation de l'agriculture ont introduit un nouveau système socio-économique rural. Les kolkhozes et les sovkhozes deviennent le cadre de l'activité économique et de la vie sociale des paysans et le maillon essentiel de l'organisation de l'espace rural. Pour le pouvoir soviétique, le développement de l'agriculture et l'intensification de la production agricole passent par l'application de méthodes industrielles : mécanisation, motorisation, spécialisation, concentration de la production dans de grandes unités. L'application des nouvelles méthodes de développement agricole demande le réaménagement de l'espace rural. Le service de la bonification est chargé de l'aménagement de l'espace rural selon les normes du modèle collectiviste. Les travaux de bonification reposent sur plusieurs mesures : travaux de drainage, remembrement des champs, destruction des fermes isolées au profit des habitats groupés, création de pâturages et de prés irrigués, épierrage, etc. Les travaux de bonification ont créé une nouvelle organisation territoriale caractérisée par de grands champs compatibles avec la mécanisation lourde et le travail en commun, par l'habitat groupé réunissant la plus grande partie de la population vivant dans le périmètre d'une exploitation (les principaux bâtiments de production, siège administratif et équipements socioculturels). Cette transformation du système territorial a entraîné des problèmes d'environnement : érosion des sols, changement du régime écologique dans les rivières

drainées et dans les anciens marais. De même, les excès d'intrants agricoles ainsi que la mauvaise gestion des déchets organiques provenant des grandes fermes d'élevage ont provoqué la pollution des nappes phréatiques.

À partir des années 1960, la politique agricole soviétique vise à aligner les conditions de vie en milieu rural sur le modèle urbain, dans le souci réel de contrer l'exode rural. Cependant, ces tentatives n'ont pas donné les résultats attendus par le pouvoir soviétique et la campagne conserve un retard dans le développement d'infrastructures et d'équipements publics. La plupart des nouveaux habitats groupés ne possèdent alors pas de système d'adduction, d'évacuation et d'épuration des eaux ni de décharges aménagées. (voir le tableau)

Le changement du système politique et économique a ouvert la voie à un processus de décollectivisation et a mis en question l'ancienne organisation sociale et spatiale du monde rural. De fait, on est en droit de se demander comment l'environnement de la campagne lituanienne a évolué depuis dix ans et quelle politique environnementale a été mise en œuvre.

### **3. Le changement institutionnel et juridique dans le domaine de l'environnement**

La prise de conscience des problèmes d'environnement et la lutte pour l'indépendance politique sont deux événements inséparables. Les protestations du peuple lituanien contre les dégâts causés par le régime soviétique à son environnement ont constitué la première forme d'expression du mouvement populaire pour l'indépendance politique. Le mouvement des Verts lituaniens est à l'origine du Rassemblement du peuple lituanien et par la suite de la création du mouvement national « Sajudis ». À l'été 1988, pendant la manifestation rassemblant des milliers de personnes et organisée par les Verts à Kaunas, la critique de la situation écologique s'est adjointe aux aspirations du retour à l'indépendance nationale. Quelque mois plus tard, le 22 octobre 1988, le mouvement indépendantiste « Sajudis » est né.

Après la proclamation de l'indépendance nationale, la Lituanie a créé ses propres institutions chargées de l'environnement. En 1994, le département de la protection de l'environnement est réorganisé en ministère de la Protection de l'environnement, transformé à son tour en 1998 en ministère de l'Environnement. Le ministère de l'Environnement est depuis la principale institution en charge de l'environnement. (voir schéma)

En 1992, la Diète a adopté une loi sur la protection de l'environnement qui a servi de base juridique à l'élaboration d'autres lois sur l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et le développement durable. (voir tableau) Comme le souligne « le Rapport global de suivi des préparatifs menés par la Lituanie en vue de son adhésion » dans la majorité des secteurs de gestion environnementale « la législation est en place et est conforme à l'acquis ... Mais la Lituanie doit achever l'alignement de son dispositif juridique dans les domaines suivants : gestion de déchets, qualité de l'eau, protection de la nature, pollution et gestion des risques industriels, produits chimiques et bruit ».

En 1996, la Diète lituanienne a approuvé « La stratégie de la protection de l'environnement » qui s'appuie sur les principes de la déclaration de Rio de Janeiro et demeure le principal document de la programmation dans ce domaine.

Si l'élaboration des cadres juridiques et institutionnels selon les normes européennes s'achève, il reste à savoir comment la protection de l'environnement sera mise en œuvre sur le terrain.

#### **4. Protection de l'environnement à deux vitesses : ville-campagne**

Comme nous l'avons souligné plus haut, en dépit des héritages, les progrès environnementaux sont plus notables à la ville qu'à la campagne. En ville, en effet, les progrès réalisés depuis dix ans sont évidents. Une partie des unités urbaines (Vilnius, Kaunas, Siauliai, Birzai, Varena, Jurbarkas) ont bénéficié de la construction ou de la modernisation des stations d'épuration d'eau et de fait, en Lituanie, la part des eaux totalement assainies est passée de 22 % (en 1990) à 60 % (en 1999). De même, une partie des villes a amélioré ses infrastructures de ramassage des déchets ménagés et a modernisé ses déchetteries municipales (Kaunas, Mazeikiai, Visaginas, Plunge). Le développement économique des grandes villes favorise la modernisation et la construction d'entreprises conformes aux normes de protection de l'environnement ainsi que la rénovation des bâtiments, et en particulier du système de chauffage. Le progrès réalisé dans le domaine de l'environnement est lié également au dynamisme des municipalités des grandes villes. Disposant de ressources financières plus importantes que le reste du pays et d'un personnel municipal plus nombreux et plus compétent, les villes bénéficient du soutien de divers fonds structurels européens (par exemple, la plupart des projets mentionnés ci-dessus sont financés par le fonds ISPA qui vise à soutenir des projets en matière d'infrastructures et d'environnement).

Les gigantesques usines polluantes héritées de l'époque soviétique se modernisent ou sont obligées de cesser leurs activités sous la pression des institutions européennes et nationales qui désormais doivent respecter les divers engagements internationaux. On peut citer l'exemple d'Ignalina qui était un des obstacles majeurs à l'achèvement des négociations du pays avec l'UE. La fermeture de cette centrale nucléaire qui possède des réacteurs du même type que ceux de Tchernobyl détermine des enjeux politiques, économiques et sociaux. La Lituanie possède de faibles ressources énergétiques et 90 % de son approvisionnement en énergie est importé de Russie. La fermeture de la centrale nucléaire aura pour conséquence d'augmenter la dépendance économique vis-à-vis de la Russie et de ses compagnies de pétrole et de gaz. De même, la fermeture de la centrale nucléaire va entraîner une hausse des prix de l'électricité qui, sans l'instauration du système d'aide sociale, risque d'aggraver la situation des plus démunis. La fermeture de la centrale nucléaire aura également un impact négatif sur l'environnement du fait de l'augmentation de la production électrique dans les centrales thermiques d'Elekrenai, de Vilnius et de Kaunas. Si la planification technique et financière de la fermeture de la centrale est élaborée, le programme social d'accompagnement destiné à la région d'Ignalina n'est pas achevé malgré de nombreuses études. Le gouvernement propose la création d'une nouvelle région administrative qui permettrait mieux prendre en charge la reconversion économique et sociale de ce territoire.

La campagne lituanienne, de son côté, supporte un lourd fardeau dû aux effets de la transition économique : faible niveau des investissements, bas revenus de la population, taux de chômage élevé. Après la disparition massive des anciennes structures collectives, la plupart des équipements d'infrastructure des collectivités locales sont restés sans gestionnaires et se sont dégradés durant les dix dernières années. Un des obstacles majeurs qui freinent le développement local à la campagne réside dans l'inachèvement de la réforme territoriale qui n'a pas instauré de niveau local fondé sur la démocratie restaurée et sur l'autonomie locale. Dès 1995, le gouvernement a supprimé l'ancien niveau communal (*apylinke*) et instauré des municipalités sans autonomie de gestion (*seniunija*); cette réorganisation territoriale n'a introduit qu'un seul niveau disposant d'une autonomie de gestion : celui des anciens districts soviétiques (*rajonas*). Privées d'autonomie politique et financière, les nouvelles municipalités locales (*seniunija*) n'ont qu'une marge d'action très restreinte et sont subordonnées aux autorités du district. La seule reconnaissance de l'autonomie de gestion à des collectivités territoriales très étendues a privé d'autonomie les communautés locales et les vide même de leur sens. L'absence de

cadre institutionnel et la négligence des pouvoirs publics vis-à-vis des communautés locales ont provoqué un mouvement partant de la base en faveur de la création de communautés locales à la campagne. Créées à l'initiative des nouvelles élites rurales (professeurs, employés des maisons de la culture, maires de *seniunija*) leur champ d'activités est très divers : animation de la vie culturelle, aménagement de bâtiments pour les membres de la communauté et de funérarium, défense et sécurité du territoire de la communauté, etc. De même, ces nouvelles communautés rurales prennent en charge l'aménagement de leur environnement (par exemple, le nettoyage des rivières et des rives des lacs, des anciens parcs, plantation d'arbres). Cependant, leur activité reste encore peu structurée faute d'autofinancement et ne peut pas réaliser de plus grands projets qui pourraient améliorer la qualité de la vie et de l'environnement à la campagne. Le manque de co-financement ne leur permet pas de participer aux divers projets européens. Comme le soulignent les rapports de la Commission européenne, les capacités administratives au niveau local et régional doivent être encore renforcées.

L'analyse des divers documents nous montre la négligence des autorités publiques à l'égard des problèmes d'environnement et de qualité de vie des ruraux. Dans l'opinion publique, la protection environnementale de la campagne se limite au développement de l'agriculture biologique. Il n'existe aucun projet concernant le renouvellement de la campagne. Sous le terme de renouvellement, nous entendons la construction ou la modernisation des réseaux d'égout et d'eau potable, l'amélioration de la gestion des déchets, l'aménagement des bâtiments abandonnés et les décharges des anciens kolkhozes et des sovkhazes, etc.

Si à l'époque soviétique la campagne a connu un retard par rapport à la ville, pendant les années de la décollectivisation le fossé entre ces deux entités s'est élargi. Seul un tiers des gros villages possède un réseau d'évacuation des eaux usées, qui date dans la majorité des cas de l'époque soviétique. L'état des systèmes de distribution et d'évacuation de l'eau est considéré comme mauvais ou très mauvais. Très peu de villages possèdent des stations d'épuration. Dans la majorité des cas, les eaux usées sont rejetées sans aucun traitement dans les ruisseaux, les canaux de drainage ou les lacs. Environ 80% des ruraux utilisent l'eau des puits qui ne répond pas aux normes sanitaires. L'espace rural a hérité également des anciennes carrières des exploitations collectives qui restent actuellement sans propriétaire et attendent leur *re naturalisation*.

La reconstitution de l'agriculture familiale dont la taille moyenne n'est que de huit hectares et qui exploite 89 % des terres agricoles a mis en question l'utilisation et la

gestion du système de drainage qui étaient adaptés aux grandes exploitations collectives. L'inachèvement de la base juridique (les nouveaux exploitants agricoles ne sont pas propriétaires des équipements de drainage), les faibles bénéfices des exploitations ainsi que la diminution du financement par l'État sont autant de causes de dégradation du système.

La Lituanie a hérité des territoires des anciennes bases militaires soviétiques qui occupent 1,04 % du territoire du pays. Le plus grand nombre de ces bases militaires était localisé autour de Klaipeda et sur la côte baltique, dans la vallée de Nemunas et autour de Vilnius, Kaunas et Siauliai.

La pollution des nappes phréatiques par les hydrocarbures demeure le plus grand problème écologique dans les anciennes zones militaires. Le réaménagement et la réutilisation de ces territoires ne se font pas de la même façon et au même rythme en ville et dans les campagnes. Grâce à la valeur élevée de l'immobilier en ville, les municipalités ont rapidement nettoyé et réaménagé les anciens territoires militaires. Par exemple, dans l'ancien village militaire « ville du Nord » à Vilnius a été construit un nouveau quartier résidentiel, des centres de commerce et de loisirs. Par ailleurs, la campagne continue à subir les effets polluants des anciennes bases militaires.

## **Conclusion**

Les engagements de la Lituanie dans les diverses conventions internationales et l'adhésion à l'UE devraient, à l'avenir, améliorer la protection de l'environnement et combler le « fossé » ville-campagne. Les diverses aides financières de l'UE prévoient des mesures agri-environnementales en faveur du développement rural. Le programme SAPARD qui fonctionnera jusqu'en 2006 comprend des aides au reboisement et à l'amélioration des infrastructures rurales. A partir de 2004, les agriculteurs des régions peu favorables à l'agriculture pourront bénéficier d'un soutien financier s'ils respectent l'environnement. L'Europe s'est engagée également à aider les communautés rurales (programme Lydeurs plus). La transmission du savoir-faire des experts occidentaux, particulièrement de ceux venant des pays nordiques joue un rôle non négligeable dans la protection de l'environnement. Cependant, l'inertie des institutions, l'approche bureaucratique, la corruption et les mentalités des autorités politiques encore marquées par les habitudes de la bureaucratie soviétique risquent de freiner durablement la mise en œuvre de ces projets.

***Les principales lois sur la protection de l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et le développement durable***

Dispositif juridique	Date du vote et des amendements
Loi sur les taxes pour les ressources naturelles de l'État	1991, amendements – 1996, 2000
Loi sur les taxes pour la pollution de l'environnement	1991, nouvelle rédaction - 1999, amendements – 2000, 2002
Loi sur les activités de transport	1991, amendement – 1997
Loi sur la protection de l'environnement	1992, amendements – 1996, 1997, 2000, 2001
Loi sur les territoires protégés	1993, nouvelles rédactions – 2002
Loi sur la terre	1994, amendements – 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001.
Loi sur les forêts	1994, la nouvelle rédaction – 2001
Loi de planification des territoires	1995, amendements - 1997, 2000, 2001
Loi sur la protection des plantes	1995, nouvelle rédaction 1998, amendement – 2001
Loi sur le sous-sol	1995, nouvelle rédaction - 2001
Loi sur le secteur énergétique	2002
Loi sur l'information de la société	1996, nouvelle rédaction – 2000
Loi sur la construction	1996, nouvelle rédaction – 2000
Loi sur l'eau	1997, amendement – 2000
Loi sur la protection de la mer	1997
Loi sur les animaux sauvages	1997, nouvelle rédaction – 2001
Loi sur la monitoring de l'environnement	1997
Loi sur l'aménagement des déchets	1998, amendements – 2000, 2003
Loi sur les déchets radioactifs	1999
Loi sur la protection de l'air	1999
Loi de développement régional	2000
Loi sur les OGM	2001
Loi sur l'emballage et le traitement des déchets des emballages	2001
Loi d'autogestion locale	1995, nouvelle rédaction – 2000

***Comparaison des conditions de logement en ville et à la campagne en 1983 (en %)***

Équipements communaux	Ville	Campagne
Conduite d'eau	87	12
Canalisation	86	10
Chauffage central	75	14
Gaz	85	36
Eau chaude	67	8

**Ministère de l'Environnement :**

**Département de la qualité de l'environnement**

**Département de la stratégie de l'environnement**

**Département de la construction et de l'habitat**

**Département de la protection de la nature**

**Département des forêts**

**Département de la planification territoriale, de l'urbanisme et de l'architecture**

**Département juridique et des ressources humaines**

**Institutions dépendant du ministère de l'Environnement :**

Centre des analyses, Centre des recherches maritimes, Inspection de la protection de l'environnement, 8 départements régionaux de protection de l'environnement, Département des ressources en eau, Musée de zoologie, Musée des pierres rares, Archives.